Fondation Jean Jaurès

International

L'IRAN À L'ÈRE POST-TRUMP

Farid Vahid

13/01/2021

La défaite électorale de Donald Trump change considérablement la donne internationale et peut influer sur le prochain scrutin présidentiel iranien. Farid Vahid, directeur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation (succédant ainsi à Louis-Simon Boileau), rappelle l'importance de l'élection présidentielle en Iran et analyse les enjeux du scrutin dans ce nouveau contexte.

L'année 2020 a débuté de manière catastrophique pour la République islamique d'Iran et la population iranienne. Le 3 janvier 2020, le général Ghassem Soleimani, commandant de la Force Al-Qods du corps des Gardiens de la révolution islamique, est assassiné à Bagdad par l'armée américaine. Le 8 janvier 2020, le Boeing 737-800, qui assurait la liaison entre Téhéran et Kiev, est abattu peu après son décollage de l'aéroport international Imam Khomeini par la défense anti-aérienne des Gardiens de la révolution. Les 176 passagers et membres d'équipage y perdent la vie. La suite de 2020 n'est pas plus généreuse avec les Iraniens. Entre crise sanitaire et crise économique, le pays connaît une année difficile à tout point de vue. Dans ce contexte, la défaite de Donald Trump est vécue par la majorité des Iraniens comme un grand soulagement. L'année 2021 sera d'une importance cruciale pour l'Iran. La victoire de Joe Biden donne un nouvel espoir aux partisans de la diplomatie et du dialogue entre l'Iran et l'Occident. Si le retour des États-Unis au JCPoA et une éventuelle levée des sanctions pourraient permettre aux réformistes iraniens de mieux préparer la future élection présidentielle iranienne, les défis restent néanmoins nombreux et complexes.

Le 18 juin 2021 auront lieu en Iran la 13^{e} élection présidentielle et les élections municipales. Nous connaîtrons donc le nom du huitième président de la République islamique d'Iran dans environ six mois. Il est ici nécessaire de préciser que contrairement à certains pays comme les États-Unis ou la France, la durée de la campagne électorale en Iran est extrêmement courte. Lors de l'élection présidentielle de 2017, les candidats avaient environ vingt jours – entre la validation des candidatures par le Conseil des gardiens de la Constitution et le jour de l'élection – pour faire campagne. Une période de temps très courte mais dense, durant laquelle les Iraniens bénéficient de plus de liberté politique. Il est donc difficile de prédire dès à présent quels seront les futurs candidats même si certains noms, comme ceux de Saeid Mohammad, commandant du Quartier

général de la construction de Khatam al-Anbiya, ou encore Hossein Dehghan, ancien ministre de la Défense entre 2013 et 2017, sont de plus en plus mis en avant par les conservateurs (les deux sont membres des Gardiens de la révolution).

Si la stratégie de « pression maximale » de l'administration Trump n'a abouti ni à un changement de régime, ni à un retour de Téhéran à la table des négociations avec Washington, elle a cependant pu paralyser l'économie iranienne en provoquant une baisse drastique du PIB, la chute de la valeur de la monnaie nationale et un chômage de masse. Il s'agit d'une situation extrêmement grave pour les réformistes et les modérés qui ont besoin d'un taux de participation élevé aux élections pour être réélus. L'élection du président de la République étant un moment démocratiquement fort, le taux de participation a toujours été assez élevé. Contrairement au chef du pouvoir judiciaire ou à de nombreux responsables de la République islamique qui sont nommés par le Guide de la révolution, le président est, lui, élu au suffrage universel. Si les candidatures doivent être validées par le Conseil des gardiens (douze membres dont six nommés par le Guide et six proposés par le chef du pouvoir judiciaire au Parlement), nous assistons pourtant depuis maintenant plusieurs années à un duel réformistes/conservateurs lors des élections.

Il faut préciser qu'un taux de participation élevé n'est pas seulement souhaité par les réformistes mais aussi par le Guide et la totalité du régime, car un taux faible à l'élection présidentielle serait le signal fort d'un mécontentement plus profond de la société à l'encontre du régime dans sa globalité. C'est pour cette raison que l'ayatollah Khamenei a toujours demandé avec ferveur à la population de participer aux élections car selon lui une participation élevée montre la confiance du peuple envers la République islamique. Le Guide n'invite pas directement ses partisans à voter pour un candidat en particulier, mais il n'est caché à personne qu'il a toujours souhaité la victoire du candidat conservateur. Une autre tendance émerge au sein de la population ; sur les six dernières élections, les réformistes et les modérés sont sortis quatre fois victorieux (en 1997, 2001, 2013, et 2017). C'est bien entendu sans prendre en considération la victoire très controversée de Mahmoud Ahmadinejad en 2009.

Il est important de préciser également que les candidats conservateurs qui ont perdu les deux dernières élections présidentielles face à Hassan Rohani n'ont pas disparu de la scène politique iranienne. Alors que le 19 mai 2017, Hassan Rohani est réélu président de la République dès le premier tour avec 57,14% des votes (23 636 652 voix) contre Ebrahim Raissi qui ne recueille que 38,28% des votes (15 835 794 voix), ce dernier se retrouve quelques mois plus tard à la tête du pouvoir judiciaire iranien, nommé directement par le Guide de la révolution. Mohammad Bagher Ghalibaf, ancien maire conservateur de Téhéran de 2005 à 2017, qui avait recueilli seulement 16,56% des votes lors de l'élection présidentielle de 2013, est aujourd'hui le président du Parlement

iranien (*Majlis*). Il est désigné à ce poste après avoir été élu député en février 2020 (avec un taux de participation le plus faible – 42,5% – de l'histoire des élections législatives).

Si les conservateurs sortent victorieux des élections à venir de juin 2021, ils prendront le contrôle de la totalité des institutions du régime. Un fait d'une importance stratégique majeure si l'on prend en compte l'âge du Guide de la révolution (81 ans). La question de la succession de l'ayatollah Khamenei sera l'occasion d'une prochaine note.

Ainsi, au vu de tous ces éléments, une victoire des réformistes en juin 2021 est-elle toujours possible ? Pour répondre de manière très synthétique, nous pouvons dire que ça l'est mais que cela reste très peu probable. Comme nous l'avons évoqué précédemment, la crise socio-économique et la crise de confiance à l'égard du régime ont atteint des niveaux sans précédent. Ceci dit, le gouvernement d'Hassan Rohani espère un dialogue rapide avec la nouvelle administration américaine et un retour de Washington au JCPoA. Dans le cas d'un apaisement diplomatique avec Washington et d'une bonne tendance économique, les réformistes et les modérés pourraient avoir une chance de victoire. Les récentes nominations faites par Joe Biden donnent d'autant plus d'espoir au gouvernement iranien. Antony Blinken, nommé au poste de secrétaire d'État, Jake Sullivan à celui de conseiller à la sécurité nationale, ou encore William Joseph Burns à celui de chef de la CIA, ont tous joué un rôle direct ou indirect dans les négociations qui ont abouti au JCPoA. Avec une majorité à la Chambre des représentants et au Sénat, la nouvelle administration américaine est en mesure de prendre des décisions rapides concernant le dossier nucléaire iranien. Un retour sans conditions des Américains au Plan d'action global commun et une levée de toutes les sanctions imposées par les États-Unis durant ces quatre dernières années, soit à une situation d'avant-Trump, sont exigés par la partie iranienne. Un succès du JCPoA pourrait préparer le terrain pour d'autres négociations au sujet de l'influence régionale de l'Iran ou encore de sa puissance militaire. Des dossiers sensibles et complexes qui ne se règleront pas en quelques mois. En revanche, une défaite complète et totale de l'accord nucléaire renforcerait la position de ceux qui sont contre toutes sortes de négociations avec les puissances occidentales.

Si l'hypothèse d'un retour rapide de Washington au JCPoA est l'hypothèse idéale pour les réformistes iraniens, le chemin reste très compliqué. Ni les conservateurs iraniens ni certains acteurs régionaux ne souhaitent un tel scénario. Dans le cas d'une réelle nécessité de négociations avec les Occidentaux en raison de la pression économique, les conservateurs iraniens voudraient eux-mêmes mener ces négociations. De l'autre côté, l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh, scientifique nucléaire iranien, le 27 novembre dernier et attribué par l'État iranien à Israël, ou encore l'acte de sabotage dans les installations nucléaires de Natanz le 2 juillet dernier ont été menés dans l'optique d'obliger l'Iran à une réaction qui aurait pu enterrer le JCPoA. Les Iraniens,

avec beaucoup de pragmatisme, ont su ne pas réagir – pour le moment – à ces provocations. Néanmoins, la situation reste toujours très tendue à quelques jours de la fin du mandat de Donald Trump. Ces dernières semaines, des bombardiers américains B-52 ont ainsi effectué plusieurs vols dans le golfe Persique, à proximité de la frontière iranienne.

Aujourd'hui, nous observons également ce que nous pouvons appeler la fin de la patience stratégique de Téhéran. Suite à l'adoption de la loi « Action stratégique pour la levée des sanctions et la protection des droits de la nation iranienne » par le Parlement iranien, l'agence de l'énergie atomique iranienne a annoncé la reprise de l'enrichissement de l'uranium à 20%. De plus, la construction d'un complexe de tunnels à grande échelle avance rapidement à Natanz selon l'Institute for Science and International Security. Ahmad Amirabadi Farahani, député et membre de la direction du Parlement iranien, a récemment déclaré que : « Si les sanctions contre la République islamique d'Iran, en particulier dans les domaines de la finance, de la banque et du pétrole, ne sont pas levées avant le 21 février, les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique seront définitivement expulsés du pays ». Il continue : « [...] si les sanctions ne sont pas levées à la date mentionnée (21 février), la République islamique d'Iran arrêtera définitivement la mise en œuvre volontaire du Protocole additionnel. C'est la loi du Parlement, et le gouvernement est obligé de l'appliquer ».

Si à première vue, les actions du Parlement iranien à majorité conservatrice paraissent avoir pour objectif d'empêcher un rapprochement entre Téhéran et Washington, il semble que les récentes actions concernant le secteur nucléaire iranien soient une préparation des futures négociations. L'Iran étant aujourd'hui en position de faiblesse, une reprise contrôlée de ses activités nucléaires offre une carte importante dans les mains de ses diplomates. Réformistes ou conservateurs, il est clair pour tout le monde que la situation actuelle ne peut pas perdurer. La question est simplement de savoir qui mènera les futures négociations.